«The Babel of Europe»?

Essai sur les réseaux et espaces de communication

The Babel of Europe? An Essay on Networks and communicative Spaces

Philip Schlesinger

Traducteur : Luc Massou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7119>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7119

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 315-336

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Philip Schlesinger, « «The Babel of Europe»? », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 01 juillet 2004, consulté le 01 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7119> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7119>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

> NOTES DE RECHERCHE

PHILIP SCHLESINGER

Stirling Media Research Institute
Université de Stirling, Écosse
p.r.schlesinger@stir.ac.uk

« THE BABEL OF EUROPE » ?

ESSAI SUR LES RÉSEAUX ET ESPACES DE COMMUNICATION

Résumé. — La récente crise liée à la guerre en Irak a montré les risques potentiels pour le processus d'intégration européenne d'une division de l'Europe en deux camps – l'un pro-américain, l'autre anti-américain. Ajouté à la domination croissante de l'anglais, ceci pourrait également avoir des conséquences en termes de communication. En effet, l'Union européenne (UE) semble se présenter davantage comme un ensemble d'espaces, de réseaux et de communautés de communication qui se chevauchent et s'interconnectent, sans réussir pour l'instant à créer un réel public européen unique. Nous pouvons essayer de comprendre la dimension communicationnelle de l'UE en développant une théorie de la communication sociale capable de prendre en compte la complexité émergente de l'Union, en particulier dans le respect des défis posés aux États, aux nations et aux identités collectives. Il faut également déplacer notre centre d'intérêt vers les nouvelles arènes supranationales et leurs publics.

Mots clés. — Intégration européenne, réseaux, espaces de communication, identité, communication sociale, frontière, publics.

Parmi les scénarios possibles de l'avenir de l'Europe, voici l'un des plus forts : nous pouvons prédire un processus d'intégration économique et politique qui, sur le long terme, unira les différents espaces de communication dans lesquels les identités et les cultures du continent seront articulées. La force motrice sera l'Union européenne (UE) qui, au moment où nous écrivons, est à mi-chemin de la création de sa propre Constitution. Dans la mesure où un espace public européen se consolide de lui-même, le rôle des langues nationales dans cette formation émergente sera progressivement redéfini, en partie à cause de la domination croissante d'une *lingua franca* dans les populations en Europe, l'anglais. Ce processus ne sera certainement pas linéaire ; il ne sera pas exempt de conflits internes non plus, notamment à propos des relations entre la souveraineté de l'État et les pouvoirs fédéraux ou confédéraux. Cependant, il semble représenter une voie qui sera vraisemblablement suivie, malgré les nombreux obstacles à franchir :

Quoi qu'il en soit, nous pouvons imaginer ce scénario d'un nouvel espace de communication comme un processus généré de façon endogène, ou comme un potentiel révélé de façon immanente. En effet, il est apparu brusquement, le 23 janvier 2003, combien la croissance de l'histoire européenne dépendait du soutien bénévole des États-Unis – un caractère endogène hautement conditionnel. Dans une remarque apparemment impromptue, le Secrétaire général de la Défense américaine – Donald Rumsfeld – contesta l'opposition des gouvernements français et allemands à l'administration Bush dans le traitement de la crise en Irak. D'un ton sans appel, il dit : « Vous considérez l'Europe comme étant l'Allemagne et la France. Moi non. C'est la vieille Europe. Si vous regardez l'Europe au sein de l'ensemble de l'Otan aujourd'hui, le centre de gravité est en train de se déplacer vers l'Est. L'Allemagne a causé des problèmes, la France a causé des problèmes. Mais si vous regardez un grand nombre d'autres pays en Europe, ils ne partagent pas le point de vue de la France et de l'Allemagne sur ce sujet, ils sont avec les États-Unis ».

Ainsi a été inventée la distinction – lourde de sens – entre la « vieille » et la « nouvelle » Europe, expression instantanément traduite dans le discours politique pour devenir le néologisme quotidien d'experts de différentes tendances idéologiques (e.g. Baker, 2003 ; Fuller, 2003 ; *Guardian Unlimited*, 2003 ; Krauthammer, 2003 ; Mönninger, 2003). La formule de Donald Rumsfeld a été rapidement utilisée par les analystes pour décrire la « Nouvelle Europe » qui soutient la position américaine en Irak, orchestrée par le Premier Ministre anglais – Tony Blair – et son *alter ego* espagnol – José Maria Aznar – dans une lettre ouverte publiée dans le *Wall Street Journal*. Cette manœuvre divisa les États-membres, mais aussi les candidats à une entrée dans l'UE. Une seconde lettre pro-US fut notamment signée par une cohorte de pays candidats, post-communistes (BBC News, 2003).

Les conséquences de la fracture européenne exprimée par Donald Rumsfeld ont toujours lieu à l'heure où nous écrivons ce texte, et elles ont eu des ramifications aussi bien dans l'Onu et l'Otan que dans l'UE. Ici, mon objectif n'est ni de repérer ces conséquences, ni d'en répartir la responsabilité, mais de montrer combien la puissance d'une profonde crise conjoncturelle pourrait remettre en cause des

hypothèses établies. Les prises de position durant le dernier hiver et plus tôt, durant l'été 2003, ont soulevé de profondes questions sur la capacité de l'UE à acquérir suffisamment de cohésion pour devenir un contrepoids des États-Unis. Incontestablement, une condition préalable pour un tel rôle serait non pas une simple coordination intergouvernementale, mais la formation d'un public européen qui revendique une conception particulière du rôle de l'UE dans le monde.

À titre d'essai purement intellectuel, je me permets de supposer que l'UE ne peut à nouveau parvenir à un accord sur la manière de négocier avec les États-Unis, et qu'elle se divise, pour simplifier, en deux camps, l'un pro-américain, l'autre anti-américain. Ainsi, dans un premier temps, l'intégration à venir de l'UE, certainement dans le respect d'une politique étrangère et d'une politique de défense communes, pourrait-elle être retardée. Un scénario d'une portée plus lourde encore serait d'envisager la désintégration progressive de la politique européenne, un retour en arrière effectif à la tendance unificatrice de l'après Seconde Guerre mondiale, sous la pression de nouveaux cadrages internationaux qui divisent le continent, de façon différente par rapport à la Guerre froide. Ce qui pourrait engendrer la diminution du capital bâti par le complexe institutionnel de l'UE, à savoir l'acquis communautaire politico-culturel.

Ceci pourrait-il avoir des conséquences en terme de communication ? Il y a deux niveaux de réponse à cette question. Au niveau linguistique, l'hégémonie anglo-américaine supposée de la « nouvelle » Europe accélérerait de façon appréciable la progression de l'apprentissage de l'anglais comme *lingua franca*. Au niveau de la mise en réseau en Europe et des pratiques de communication qui y sont associées, nous pourrions constater un certain nombre de mouvements le long de la ligne de faille entre « vieille » et « nouvelle » Europe, et cette division pourrait devenir de plus en plus figée. En soutenant de telles propositions, pourtant invraisemblables, nous mettons l'accent sur l'actuelle base des hypothèses intégrationnistes.

De fait, l'UE est conçue comme une machine à générer une communication plus étendue et plus profonde, pour interconnecter différentes sphères de publics. Les limites de ce processus ont été dramatisées par la crise sur l'Irak et les intérêts divergents qui en ont émergé. En raison de sa proximité comme formation politique, l'UE pourrait ne pas répondre à la crise en Irak comme une union. Elle s'est avérée très divisée d'un point de vue gouvernemental, polarisée entre la France et l'Allemagne d'un côté, le Royaume-Uni et l'Espagne de l'autre. Certains ont défendu, au moins à la vue des sondages d'opinion et des manifestations dans les rues, que beaucoup de nations de l'UE – correspondant à autant de publics nationaux particuliers – avaient prouvé qu'elles étaient unies de façon substantielle dans leur opposition à la guerre. Pour ceux qui ont regardé de façon optimiste dans le miroir, comme les philosophes Jacques Derrida (2003) et Jürgen Habermas (2003), nous pourrions discerner la naissance d'un espace public européen, au moins sur les questions de guerre et de paix. Pour certains « euro-optimistes », il a semblé que les différences linguistiques et la fidélité nationale n'étaient pas d'une importance décisive (Toynbee, 2003). Mais la crise en Irak, bien que motivante pour ses

opposants, ne pouvait pas constituer une condition suffisante pour maintenir un public commun au-delà des frontières. Par exemple, alors que le Royaume-Uni devenait une puissance en guerre, la majorité initialement opposée à une invasion – bien que mesurée de façon douteuse par les sondages – y est devenue majoritairement favorable.

Peut-être les efforts de certaines équipes pour limiter les dégâts réussiront-ils à créer un nouvel équilibre entre le pôle Atlantique et le pôle Europe et mes scénarios de crise seront considérés, en l'espace d'un an, comme des rêveries complètement hors de propos. Si tel est le cas, il est possible que je revienne alors à ce que je disais *ante bellum* et qui semble toujours probable après le considérable travail de reconstruction post-Irak et le compromis entre les différentes visions du futur de l'UE.

L'Union européenne comme espace de communication

Si nous prenons en considération l'intégration politico-économique continue de l'UE, ainsi que son expansion régulière, sa complexité en tant qu'espace de communication croît aussi nécessairement. Pouvons-nous la considérer un tant soit peu comme un espace ? Il s'agit plutôt d'un ensemble de plus en plus interconnecté de communautés de communication qui se chevauchent et peuvent devenir un espace de communication vaguement intégré, non seulement pour les élites mais aussi pour la totalité des citoyens. Qui sait ? Le nombre de langues officielles parlées au sein de l'UE augmente avec chaque vague d'États entrants. En 2002, il y en avait onze alors qu'elles étaient seulement quatre en 1957 (il s'agit ici de langues officielles, pas de langues communautaires actuelles). Avec dix accessions supplémentaires en 2004, le compte des langues officielles va encore augmenter. Et il y a davantage de candidats dans les coulisses. Par conséquent, nous pourrions être amené à penser l'UE comme une Babel auto-génératrice. Invoquer « Babel » est une manière d'utiliser un synonyme des différences culturelles inscrites dans la langue.

Pourquoi auto-génératrice ? D'abord à cause de la politique de l'UE qui promeut la diversité linguistique et l'apprentissage des langues. Justement, au printemps 2002, les États membres ont été invités par une série d'organismes de l'UE à aller plus loin sur ce sujet (CEC, 2002). L'acquisition de compétences linguistiques était liée à la rhétorique en vogue de la « économie de la connaissance ». Une fois encore, nous rencontrons ce mélange – reconnaissable entre tous – de politiques de bas et de haut niveau : « Améliorons notre compétitivité et célébrons également notre différence culturelle ! ». Dans un tel pluralisme linguistique, il existe une aspiration sous-jacente à modeler un espace de communication européen dans la diversité linguistique, de telle façon que « les citoyens disposent des compétences

nécessaires à comprendre et communiquer avec leurs voisins » (CEC, 2002 : 5). Les bons voisins européens devraient parler plusieurs langues et ne pas construire de barrières – avec mes excuses sincères à Robert Frost¹. Ceci concorde avec plus de deux décades de pensée officielle sur l'UE comme espace culturel et communicationnel.

Publié à la fin de l'année 2002, le document consultatif de la Commission fonde cette image de la diffusion des compétences linguistiques sur une étude (baromètre européen) publiée en 2001 (EC, 2001). Plus de la moitié de la population de l'Union parle une langue en plus de sa langue maternelle. Dans certains États membres, presque tout le monde est bilingue. L'anglais est la première langue étrangère pour un tiers de tous les citoyens ; un quart, tout de même, peut parler deux autres langues (avec le français et l'anglais dominant le lot, quoique pour moins de 10 % des citoyens de l'UE). Il est évident que les compétences linguistiques sont inégalement répandues, les plus jeunes personnes affichant le meilleur niveau au côté des managers. Deux tiers des Anglais ne savent pas parler une autre langue.

La Commission remarque que l'anglais est devenu une « *lingua franca* mondiale » et qu'en Europe, « il gagne rapidement du terrain comme première langue étrangère choisie par les parents pour leurs enfants. Il est en train de remplacer les langues traditionnellement enseignées dans les écoles européennes, comme l'allemand, le français, l'espagnol et l'italien, même dans les endroits où la première langue étrangère « logique » serait la langue du pays voisin » (CEC, 2002 : 7). Mais une *lingua franca* a ses limites : la Commission soutient par conséquent le fait que, au-delà d'une langue commune, les citoyens européens doivent posséder au minimum une « compétence communicationnelle significative » dans d'autres langues (CEC, 2002 : 7).

Le sociologue Abram de Swaan a défendu le fait que l'anglais devienne la langue « supercentrale » de la communication au niveau administratif dans l'UE. De façon convaincante, il maintient que cette supercentralité co-existera avec l'importance durable des langues nationales (qui ont été supportées par l'État et intimement reliées à l'identité nationale officielle depuis au moins deux décennies dans certains cas) : la « robustesse » des langues et leur protection politique sont des facteurs clés ici. Abram De Swaan (2001 : 173-174) a schématisé la hiérarchie vraisemblable des langues utilisées en Europe de la façon suivante :

- les langues nationales sont utilisées dans la sphère domestique des États membres, autorisant la diglossie avec la langue supercentrale ;
- la première langue administrative en Europe pour la communication transnationale sera l'anglais, suivi par l'allemand et le français ;

¹ R. Frost est l'un des poètes américains majeurs du XX^e siècle, quatre fois lauréat du prix Pulitzer. Un poète essentiellement pastoral, souvent associé à la Nouvelle Angleterre rurale et connu pour son conservatisme politique et littéraire.

- toutes les langues officielles continueront à être utilisées selon le cérémonial d'usage, pour les lois publiques etc., comme partie des principes fondateurs de l'UE ;
- les langues des couloirs bureaucratiques sont, et seront, l'anglais et le français – bien que, selon *The Economist*, l'anglais soit maintenant rapidement en train de devenir la langue dominante (Charlemagne, 2003a : 42).

Comme le montre l'étude de la Commission, les avantages de l'anglais ont régulièrement augmenté. Sa prédominance est actuellement renforcée par la progression croissante des compétences en deuxième langue étrangère des plus jeunes générations, soutenue par la plupart, si ce n'est la totalité, des systèmes éducatifs nationaux : « Plus de 92 % des élèves de collège et lycée des pays non anglophones de l'UE étudient l'anglais, comparés aux 33 % qui étudient le français et 13 % l'allemand » (Charlemagne, 2003a : 42). Mais, comme nous l'avions remarqué, plusieurs facteurs empêchent l'adoption formelle d'une langue unique dans l'Union, notamment la forte relation entre les langues, les états et les identités. En raison surtout de la domination globale des États-Unis sur le plan culturel, économique et politique, il semble clair que l'irrésistible poussée de la maîtrise de la langue anglaise constituera une part importante de la citoyenneté européenne acquise par les habitants des pays membres de l'UE². Mais l'image esquissée plus haut montre que nous n'avons pas réuni les conditions d'une égalité linguistique dans l'UE ou en Europe plus généralement. Le continent s'apparente moins à une tour de Babel que ce que l'on pouvait supposer, en raison de la capacité des Européens à parler plusieurs langues et de la domination croissante de l'anglais. Il continuera d'en être ainsi, que le processus de l'UE se poursuive ou pas.

Communication sociale

La langue est un point clé du processus plus large de la communication sociale, c'est-à-dire la gamme des pratiques signifiantes et distinctives qui définit et délimite une communauté communicationnelle opérant dans le cadre d'une idée large, anthropologique, de la culture comme une « façon de vivre totalement particulière » (Williams, 1981 : 13). Nous pourrions essayer de comprendre la dimension communicationnelle de l'UE en développant une théorie de la communication sociale capable de prendre en compte la complexité émergente de

² Il y a beaucoup d'autres choses à dire, non seulement sur les questions soulevées par les langues qui ne sont pas considérées comme officiellement « nationales » dans différents États européens, mais aussi comme celles qui sont qualifiées de « moins utilisées ». Dans le dernier cas, nous approchons les questions de la survie linguistique étudiée par J. Fishman et ses collègues (2002) dans leur travail sur le « changement de position de la langue ». Ici, je souhaite simplement exprimer mes inquiétudes, plutôt que d'en débattre. Il reste des questions de revendication en suspens pour la reconnaissance linguistique qui sont profondément liées aux questions d'identité et de sentiment, et qui ne vont certainement pas disparaître, quel que soit le sort de l'UE.

l'UE, en particulier dans le respect des défis posés aux États, aux nations et aux identités collectives (Schlesinger, 2000). Par complexité, je fais référence au « nombre d'éléments en interaction et au nombre d'états différents que ces interactions peuvent entraîner » (Boisot, 1999 : 5).

Karl Deutsch a tenté le premier de définir une approche en communication sociale de la théorie du nationalisme, il y a un demi-siècle (1953). Pourtant, son origine remonte certainement plus loin dans le passé. Cinquante ans avant Karl Deutsch, le théoricien austro-marxiste Otto Bauer (1907) écrivait son explication majeure de la « question nationale ». Otto Bauer et Karl Deutsch ont exercé une influence remarquable et peu reconnue sur certaines des plus récentes théories relatives à la dimension communicationnelle de la nation. Leur argumentation principale continue à avoir une incidence sur la façon dont nous pourrions comprendre l'actuelle – multinationale – UE. La pertinence contemporaine d'une pensée austro-marxiste, désormais vénérable, est plus qu'une simple coïncidence passagère. Trouver une solution pluraliste à la complexité communicationnelle dans l'UE a un lien fort avec le souhait d'Otto Bauer d'accorder toute la reconnaissance nécessaire à l'autonomie culturelle nationale dans un empire multinational. L'intime relation entre la langue et la nationalité était centrale dans son analyse, et pas seulement les passions et émotions que les prétentions linguistiques pourraient, et pouvaient, générer dans ce que Robert Musil rendit célèbre avec sa *Kakania*.

Otto Bauer (1907 : 34) a soutenu qu'une nation démocratique moderne devrait être vue comme une « communauté de culture ». Dans des conditions contemporaines qui sont plus sensibles au multiculturalisme, il est plus approprié de penser en termes de communauté de cultures. Ce même penseur a aussi très bien observé que la nation était une « communauté de destin » (*eine Schicksalsgemeinschaft*) qui était engagée dans une « interaction générale et réciproque » (*ibid.* : 100), partageant de ce fait une langue commune. Il remarqua que « la sphère d'influence de la culture s'étend uniquement dans la limite des possibilités communicationnelles d'une langue. La communauté d'interaction est limitée par la portée de la communauté linguistique. La communauté d'interaction et la langue se conditionnent mutuellement [...] » (*ibid.* : 102).

En tant que communauté linguistique, la nation est alors considérée comme autonome, ou tout du moins comme ayant tendance à aller vers une fermeture d'un point de vue communicationnel. Il s'agit de la première déclaration d'une théorie de la communication sociale de la nation. Cet effort pour aborder les combats des cultures (*Kulturkämpfe*) des années sur le déclin de l'empire austro-hongrois a laissé son empreinte conceptuelle sur la théorisation contemporaine au sujet de la sphère publique dans l'UE Karl Deutsch (1966 : 19-20), l'un des premiers théoriciens de l'UE, semble ne pas avoir reconnu sa propre dette envers la conception de la nation comme communauté culturelle par Otto Bauer. L'argument central de Karl Deutsch (1966 : 98) est de considérer les nations et les États-nations comme étant fortement limités par leurs modèles d'interaction : « Les gens se maintiennent ensemble "de l'intérieur" grâce à cette efficacité communicationnelle,

et par la complémentarité des facilités de communication acquises par ses membres ». En d'autres termes, la communication sociale produit de la cohésion collective et nous invite à partager une destinée commune. Otto Bauer et Karl Deutsch ont une approche fondamentalement similaire sur la façon dont les pratiques culturelles et communicationnelles, ainsi que les institutions (pour lesquelles la langue est primordiale), peuvent renforcer l'identité collective d'un groupe national en créant des frontières.

Cette idée simple, mais convaincante, est reprise par de nombreuses et influentes théories sur le nationalisme. De même, l'avis d'Ernst Gellner (1983) selon lequel la culture est « le style distinctif de comportement et de communication d'une communauté donnée » et qu'elle est « maintenant le médium nécessairement partagé » de la nation, est à l'origine d'une théorie de la cohésion³. Les frontières culturelles sont dorénavant définies par les cultures nationales qui diffusent une « culture de haut niveau », instruite, dans laquelle le service clé est le système éducatif. Les médias sont vus comme soutien à cette communauté politique, transmettant à cette dernière ses codes les plus profonds pour faire la distinction entre soi-même et l'autre. De la même façon, Benedict Anderson (1991) a soutenu que les langues imprimées et reproduites mécaniquement unifiaient les champs de l'échange linguistique, fixaient les langues nationales et créaient des idiolectes de pouvoir. Ainsi, en suivant les enseignements d'Ernst Gellner, les ressortissants cultivés acquièrent-ils la compétence de lire les nouvelles d'Anderson et les journaux. Pour ces auteurs, la consommation collective de la communication médiatisée (fondée sur une langue nationale commune) crée et maintient un sens de l'appartenance nationale. Michael Billig (1995) endosse et étend cet argument général. Il suggère que nous vivons moins dans un état de mobilisation perpétuelle que dans l'une des assimilations banales de la catégorisation et du symbolisme de tous les jours : drapeaux, chants, distinctions entre les actualités locales et étrangères, histoires et langues nationales, un certain sens de la géographie politique. L'identité nationale est reproduite de façon quelconque. La culture nous maintient ensemble : elle conditionne et informe nos conceptions de l'identité nationale. Il est possible que les théoriciens de la communication sociale ne soient pas d'accord sur les mécanismes ou les processus qui produisent une telle cohésion culturelle, néanmoins tous s'accordent sur le fait que l'une ou l'autre dimension de la communication est au centre de la manière dont la nation devrait être pensée.

Bien sûr, aucune culture n'est un îlot. Tous les systèmes de communication, apparemment nationaux, sont influencés par ce qui se trouve à l'extérieur. Les cultures nationales sont ordinairement perméables, même si elles sont censurées et contrôlées, et au temps de l'internet et de la télévision par satellite, cette ouverture relative est nécessairement meilleure que jamais. J'avais argumenté dans un autre article (Schlesinger; 2000) que la principale idée directrice de la théorie classique de la communication sociale est de s'intéresser à l'intériorité de la culture et de la

³ On peut trouver une hypothèse de même type dans le travail de L. Wirth, un représentant de l'école de Chicago (Rothenbuhler; 2003).

communication nationale, à ce qui nous fait devenir ce que nous sommes et qui trace des frontières autour de nous. Par rapport à la problématique d'Otto Bauer, une telle intériorité n'est pas surprenante. Elle est en totale harmonie avec l'affirmation de l'existence d'un espace national de communication au sein d'un cadre constitutionnel de mise en concurrence des cultures nationales. Une telle théorie de la communication sociale et de l'espace public, habilement démarcationniste, n'est pas défendable. Il est vrai que ses limites sont particulièrement mises en avant dans un monde « globalisé », mais cela ne signifie pas pour autant que nous devrions dorénavant sous-estimer le rôle influent de l'État dans les communications sociales (Street, 2001).

Frontières et réseaux

L'évolution de l'UE pose à nouveau le problème, vieux d'un siècle, d'Otto Bauer : comment différentes communautés nationales, ethniques, linguistiques et culturelles peuvent-elles acquérir de l'autonomie dans un cadre politique unique et englobant ? Le vieil empire des Habsbourg devait s'adapter aux revendications nationales venues d'en bas. Par contraste, l'UE est un importateur de nations déjà formées (plus ou moins bien) par des États constitués⁴. L'émergence croissante d'une telle formation supranationale modifie la façon dont nous concevons les relations de communication établies entre les publics nationaux et les systèmes de pouvoir centrés sur l'État. Cela nous fait prendre conscience des différents niveaux auxquels les publics peuvent se former et comment notre compétence en communication (dans laquelle la langue occupe une position vraiment centrale) nécessite de faire des ajustements appropriés. Cependant, l'analyse ne peut pas s'arrêter au niveau de l'État-membre, en le traitant comme la simple expression de la nation. Entre autres facteurs, cela est rendu beaucoup plus compliqué par la vitalité continue des langues régionales et des langues de minorités opérant à un niveau inférieur à celui de l'État, et peut-être plus fortement dans les régions qui sont aussi des nations sans État.

Ceci dit, le rôle joué par l'État est primordial dans ce raisonnement. Après tout, l'UE est une union d'États et une formation politique unique. Comment considérer maintenant le composant politique où le jeu de construction est crucial. David Held a soutenu que nous ne pouvons plus penser la communauté politique comme limitée à l'État-nation souverain. Il est préférable, suggère-t-il, de penser les communautés politiques comme « des réseaux multiples et enchevêtrés d'interaction [qui] cristallisent autour de différents lieux et formes de pouvoir, produisant des modèles d'activité qui ne correspondent en aucun cas précis à des frontières territoriales » (Held, 1995 : 225 ; en italique par mes soins). En bref, les communautés politiques sont une partie d'un monde interdépendant et sont

⁴ Bien sûr, c'est une simplification outrancière. Il n'est pas certain que tous les États de l'UE doivent être considérés comme homogènes, comme le montrent les politiques de décentralisation et/ou de séparatisme en Belgique, France, Italie, Espagne et Royaume-Uni par exemple.

limitées en cela dans leurs décisions. En conséquence, « l'espace culturel des États-nation est actuellement réarticulé par des forces sur lesquelles les états ont, dans le meilleur des cas, une influence uniquement limitée » (*ibid.* : 126). Ce point de vue amène David Held (*ibid.* : 227) à défendre que l'idéal régulateur pour le monde est d'établir une loi publique démocratique cosmopolite qui est « retranchée dans et en travers des frontières ». C'est précisément cette aspiration qui a été mise en danger par l'invasion de l'Irak par les États-Unis (Held, 2003).

L'invocation de la métaphore du réseau par David Held n'est pas fortuite. Elle reflète un changement par rapport au fait de penser l'État comme un container bien délimité de politiques, d'économies et de cultures, et cela est actuellement utilisé de plus en plus fréquemment pour repenser l'espace de communication européen. Prenons comme exemple l'évolution de l'approche de Jürgen Habermas : sa première théorie prit comme cadre l'État-nation européen abordé comme une communauté politique (Habermas, 1989). C'était l'espace classique de l'*Öffentlichkeit* (ouverture), d'une dimension publique contenue dans des limites stables. Mais comment penser la complexité multi-niveaux de l'UE en termes habermassiens ? Des discours à la fois nationaux et européens coexistent. L'« Europe » est incluse dans l'État-nation comme partie de son agenda politique intérieur et aussi comme une partie constitutive du cadre politico-économique plus large ; néanmoins, à l'extérieur, se trouve aussi une autre place, un niveau politique et un lieu de prise de décision différents. Dans l'UE, une fois cette ambiguïté levée, le contexte national – limité à l'État – ne définit plus totalement la portée politique des communautés communicationnelles. Pour analyser les espaces de communication émergents en Europe, il faut déplacer notre centre d'intérêt vers les nouvelles arènes supra-nationales et leurs publics constitutifs. Il faut aussi tenir compte de la façon dont des publics pourront émerger au niveau sous-étatique, sur la base de la distinction linguistique ou culturelle qui pourrait être renforcée par les médias de communication (Cormak, 2000 ; Moragas Spà et al, 1999).

Jürgen Habermas (1997 : 373-374 : souligné par nos soins) défend maintenant le fait qu'un espace de communication doit être compris en termes de « *réseau hautement complexe* [qui] étend ses activités dans une multitude d'arènes enchevêtrées à un niveau international, national, régional, local et subculturel ». Cependant, une conception sous-jacente d'une sphère publique unique subsiste toujours. C'est dans ce cadre – que l'on présuppose logiquement comme étant intégrateur – que l'« effort de rapprochement herméneutique » (ainsi nommé) entre différents discours a lieu. Pour le dire clairement, un espace de communication européen conçu en termes de réseau est devenu le nouveau terrain de jeu politique (*ibid.* : 171). Le sociologue allemand dresse un portrait de la sphère publique comme étant potentiellement illimitée et s'étant déplacée de localisations spécifiques (comme la nation) à la co-présence virtuelle des citoyens et des consommateurs liés par les médias. Une sphère publique européenne serait ainsi délimitée de façon flexible, avec des connections communicationnelles étendues bien au-delà du continent. Les flux et réseaux de communication actuels garantissent certainement qu'aucune, ou presque, communauté politique ne peut

rester isolée. Mais comment suggérer que nous appartenons tous réellement à un village global, et comment faire l'hypothèse de l'existence d'une identité européenne ? Quelles sont les frontières communicationnelles les plus pertinentes pour le développement d'une identité politique et d'une culture politique distinctes au sein de l'UE ? En d'autres termes, comment les processus de communication peuvent-ils contribuer à la cohésion sociale de l'UE ? Ou l'interrompre en fonction d'intérêts politiques divergents, comme cela s'est passé durant la guerre en Irak de l'année 2003 ?

Jürgen Habermas (2001 : 7-18) a insisté sur l'importance d'une constitution européenne comme outil de démarcation d'un espace politique distinct et comme moyen de fournir « une orientation de valeur commune ». Il pointe le rôle d'une « sphère publique de communication politique à la dimension de l'Europe » et « la création d'une culture politique qui peut être partagée par tous les citoyens de l'UE ». De ce point de vue, le « processus constitutif est lui-même un instrument unique de communication au-delà des frontières ». En fait, que nous puissions voir ce processus comme une forme effective de communication transnationale est précisément une manière de l'examiner de façon empirique. Par conséquent, le développement constitutionnel est d'une importance majeure pour l'articulation de l'identité politique de l'UE, car il agit comme un bâtisseur de frontières distinctives. Il définit les limites qui peuvent amener l'émergence de modèles spécifiques de culture politique et de communication. Ce point de vue s'accorde largement avec celui des géographes politiques comme Christer Jönsson *et al.* (2000) qui suggèrent que les relations limitées demeurent importantes, bien que la base territoriale des États soit modifiée par l'évolution de réseaux qui transcendent les frontières souveraines. Pour eux, comme pour David Held, l'État de l'Europe contemporaine est maintenant un « état de négociation » qui participe à des réseaux transnationaux.

Pourtant, bien que la Constitution européenne émergente puisse éventuellement désigner un grand espace politico-communicationnel, il demeure important de reconnaître que la « portée technique » des technologies de l'information et de la communication qui y sont utilisées n'a pas totalement transformé notre « portée humaine », au centre de laquelle se trouve la capacité à communiquer en face à face. Comme Christer Jönsson *et al.* (2000 : 184-185) le défendent, « la communication sociale est plus efficace entre les individus dont les univers mentaux ont été "formatés" analogiquement pendant de très longues périodes ». Cette formulation est parfaitement en accord avec le principe de la complémentarité communicationnelle de Karl Deutsch. Christer Jönsson *et al.* soutiennent que la pensée humaine requiert des frontières, fondées sur la proximité, la ressemblance et le lien, ce qui signifie que « la localité, le voisinage et la région continueront à jouer un rôle important comme champs d'expérience et communautés épistémiques ». Successivement, ceci « encourage l'ancrage local et l'identité régionale », de telle sorte qu'« à l'ère des réseaux électroniques, la conversation continue à avoir un rôle majeur, tout comme les réunions en face à face » (2000 : 185). Repenser l'Europe comme un espace géopolitique ne nous dispense donc pas de l'État territorial mais

le complète plutôt, en tenant compte de l'apparition de réseaux (comme les associations commerciales, les ONG, les gouvernements régionaux) qui fonctionnent et qui font pression à côté de l'État national. Pour Christer Jönssen et al, la métaphore du réseau inclut « les trois processus simultanés de globalisation, régionalisation et adaptation de l'État », qui font relation à ce qu'ils nomment l'« archipel » pour parler du nouvel espace politique européen (2000 : 186).

Le concept du réseau est également central dans le travail de Manuel Castells (1996, 1997, 1998), pour qui les nouvelles technologies de la communication contribuent à la formation d'une société d'un genre tout à fait nouveau, appelé « l'informationnel ». Actuellement, l'argument le plus significatif est que cela prédit un nouvel ordre politique, de nouvelles formes d'association et de loyauté : l'organisation politique émergente en Europe incarne ce que Manuel Castells nomme « l'État-réseau ». Du fait de son caractère prétendument en réseau, l'UE est imaginée non seulement comme zone politico-économique, mais comme un certain type d'espace de communication. Nicholas Garnham (2000a : 61) l'a justement rappelé, nous devrions considérer cette interprétation de l'idée d'une nouvelle société de l'information avec scepticisme⁵. Sa critique de l'affirmation de Manuel Castells sur le réseau est fondée sur une économie politique de la communication qui souligne comment les relations de pouvoir sont enracinées dans les réseaux et dans leurs usages. Rappelons-le, les réseaux de tous types sont au cœur de toute une série de processus communicationnels, que ce soit un service postal, un système de diffusion de programmes de télévision ou des réseaux de télécommunications. Nicholas Garnham se concentre principalement sur les rôles économiques de tels réseaux de communication et, dans une moindre mesure, sur leurs aspects politiques, bien qu'il se demande aussi comment ceux-ci sont traités par les politiques de régulation, en mettant en évidence les questions de l'accès et de l'équité. « Un réseau », plaide-t-il, « a besoin d'être vu comme un club plutôt que comme un marché ». Pour comprendre les réseaux de la communication sociale, il est certainement utile de souligner qu'ils opèrent comme « systèmes de collaboration et non de compétition » (Graham, 2000b : 70). Mais ceci revient à focaliser sur leurs fonctionnements internes d'un point de vue essentiellement économique. Observée sous l'angle d'un système politique, la compétition entre réseaux devient donc une question centrale pour l'analyse. À cet égard, l'analyse de Manuel Castells sur les dynamiques politiques actuelles demeure indicative.

Les frontières de l'espace présumé de communication européen évoquées par Manuel Castells sont produites par le lien entre les institutions politiques qui constituent l'UE, par leurs transactions et par les relations horizontales « subsidiaires » qui se développent entre les États-membres⁶ (Castells, 1998 : 330-331). Par exemple,

⁵ A. Mattelart (2000) nous a donné une histoire intellectuelle détaillée et a situé M. Castells en relation avec son précurseur, D. Bell.

⁶ Le travail plus récent de M. Castells a dépassé cette position. Cependant, la vision utopique d'une « galaxie Internet » comme zone de liberté pour le citoyen a encore affaire avec un monde d'États qui s'associent pour contrôler ce qui pourrait menacer leur pouvoir sur l'information (2001 : 178-185).

il défend que l'UE possède différents « nœuds » d'importance variable qui constituent ensemble un réseau. Les régions et les nations, les États-nations, les institutions de l'UE constituent un cadre pour une autorité partagée. Le sociologue considère que la « nation sans État » est le prototype de formes potentiellement innovantes d'affiliation à l'État-post-nation, un exemple de mise en réseau flexible qui offre de multiples identités et allégeances à ses habitants. Les nations – considérées comme différentes des États – se caractérisent par « des communautés culturelles construites dans l'esprit des gens par le partage de l'Histoire et des projets politiques » (Castells, 1997 : 51).

Pour conclure, l'approche de Manuel Castells implique que des « complémentarités communicationnelles » (au sens de Karl Deutsch) fortement interconnectées surgissent du processus informel de création de l'UE. Le pouvoir potentiellement globalisant des technologies de la communication est contré par des formes d'interaction sociale dans l'espace de l'UE. Celles-ci sont polyvalentes : elles unissent simultanément différents acteurs sur le plan économique, politique et communicationnel. Dans les termes proposés par Erik Oddvar Eriksen et John Erik Fossum (2002 : 405), on pourrait soutenir que l'UE a produit quelques « publics forts » qui se caractérisent par la délibération et la prise de décision. Le Parlement européen et la Charte des droits fondamentaux créée par une convention sont deux cadres institutionnels de ce type, cruciaux pour le développement d'une culture démocratique en rendant le pouvoir responsable. Interconnectés avec de tels publics, nous trouvons des « publics généraux et faibles » dans lesquels l'opinion publique se forme. Ces formations moins institutionnalisées peuvent opérer comme des réseaux pour une variété d'acteurs sociaux et politiques, souvent centrés sur des questions particulières (Eriksen, Fossum, 2002 : 420).

On pourrait dire que l'UE développe une énergie interactive spéciale qui favorise la communication interne et crée une limite référentielle différenciée intérieurement, avec des formes d'institutionnalisation plus ou moins fortes. Il est possible que cela coexiste avec une mise en réseau globale. Pourtant, à condition d'être activement saisie, une nouvelle constitution a des chances de renforcer le cadre interne de référence et d'identification. Bien qu'un espace public supranational « européanisé », relativement faible, ait certes évolué parmi les acteurs politiques dans les différentes institutions, beaucoup d'activités découlent finalement encore des intérêts nationaux et régionaux. Être un homme de réseau européen, proche des thèses de Manuel Castells, ne signifie pas pour autant oublier totalement comment brandir le drapeau national de Michael Billig. Les réseaux n'abolissent pas les identités nationales précédentes, bien qu'ils puissent les étendre et les reconstituer à certaines fins.

Institutions de l'Union européenne et réseaux européens

On peut soutenir que le large processus d'« européanisation » est fondé sur l'interaction entre les institutions européennes et les réseaux européens. Les institutions n'ont pas toutes la même situation centrale et les réseaux n'ont pas tous la même intensité d'interaction. La langue peut également être d'une importance variable dans l'évolution des réseaux. Si nous schématisons à l'aide d'exemples, nous trouvons, d'un côté de la chaîne, des processus relativement découssus et faiblement contraignants d'« européanisation » avec une dimension réseau. Maurice Roche (2001 : 83) suggère que le commerce et le tourisme construisent une nouvelle Europe « comme à la fois une région transnationale et un espace méta-culturel contenant une riche variété de cultures [avec] un potentiel très important pour une hybridation culturelle créative ». Il est possible que certains lèvent un sourcil sceptique sur les effets culturels du commerce tout court. Cependant, les voyages peuvent vraiment élargir les esprits et une telle mobilité peut transformer l'identité. Le trajet à travers un espace aérien commun en Europe redessine des frontières à la fois managériales et géographiques pour le trafic aérien. Eurostar a changé l'expérience du trajet entre Londres, Bruxelles et Paris. Le pont au-dessus de l'Øresund a eu un rôle similaire pour le sud de la Suède et Copenhague (*The Economist*, 2003). Les nouvelles connections entre « destinations » européennes, créées durant la dernière décade par les compagnies à bas prix, ont certainement eu bien des implications culturelles étendues sur lesquelles des recherches restent à effectuer.

Maurice Roche insiste sur l'importance du sport à l'échelle européenne, notamment le football, pour l'espace imaginé de l'Europe (bien que cela soit dominé par des amateurs essentiellement masculins). L'UE a reconnu que le rôle du sport dans la formation de l'identité, les conditions du marché pour le sport dans les médias et le sport des consommateurs ont changé. Il suggère que la consommation des spectateurs a été européanisée et pourrait aboutir à un « cosmopolitisme orienté sur l'Europe » (la façon dont cela coexiste plus précisément avec les exemples bien connus de xénophobie sportive est une toute autre question). *The Economist* a également suivi cette voie, en relevant que « durant la dernière décade les équipes de football européennes sont devenues l'incarnation vivante de l'intégration européenne » (Charlemagne, 2003b : 42). D'un point de vue administratif, l'espace européen du football est façonné en conformité avec la gouvernance à plusieurs niveaux de l'UE, et les lobbies tels le G14 et l'UEFA opèrent en conséquence (Banks, 2002 : chap. 7). On observe des tensions et des contradictions entre chacun de ses niveaux : l'élite européenne de la Ligue des champions formée par l'UEFA a toujours affaire aux liens de fidélité orientés sur le championnat national. En un mot, le supranational dépend encore lourdement du national (Boyle, Haynes, à paraître).

Le sujet le plus directement approprié pour avancer dans le débat sur la sphère publique est de savoir comment l'UE est médiatisée *via* le journalisme. Une organisation politique européenne distincte, complexe, a émergé et génère des formes de communication politique à différents niveaux regroupant le *lobbying*, les campagnes d'information officielle et les reportages d'actualité. Tout comme la prise de décision et la direction politique dans l'UE empiètent de plus en plus sur les États-membres, la dimension européenne façonne de manière croissante les contenus et l'agenda des discours médiatisés des organisations politiques nationales. Il est évident, au moins dans les médias d'élite, que des thèmes similaires sont traités au même moment, quoique pas nécessairement dans une perspective partagée (Van de Steeg, 2003). Cependant, dans les États-membres, les valeurs éditoriales nationales influencent le traitement médiatique et les sources gouvernementales nationales sont toujours d'une grande importance pour les journalistes couvrant les sujets liés à l'UE (Morgan, 1995 : 327). Des éléments d'une société civile européenne ont commencé à apparaître, organisés par la mobilisation d'intérêts divers et souvent concurrents, et orientés par les institutions politiques de l'Europe. Ce sont les acteurs politiques nationaux et régionaux qui modèrent la communication sur l'organisation politique européenne. L'information au sujet des activités de l'UE et leur interprétation sont disséminées à l'extérieur du centre administratif de l'UE à travers les réseaux de communication nationaux et régionaux déjà établis. Le gouvernement multi-niveaux, et les tensions et divergences continues entre le niveau supranational et celui des États-membres et des régions, nous obligent à raisonner en termes de sphères entrelacées de publics.

Étant donné qu'un espace de communication supranational, soutenu par les médias, naît grâce à l'intégration européenne, celui-ci se décline en fonction des classes sociales, principalement celles des élites économiques et politiques et non celles d'un public européen plus large (Schlesinger, 1999 ; Schlesinger, Kevin, 2000). L'orientation du marché de l'actualité en faveur des plus puissants et des plus influents est en conformité avec le « déficit démocratique » largement connu de l'UE. Ceci découle du style majoritairement exécutif et bureaucratique des institutions dirigeantes européennes (la Commission européenne et le Conseil des ministres), associé à leur transparence relativement faible vis-à-vis de la législature (le Parlement européen). Les nouvelles dispositions constitutionnelles proposées par la Convention de Valéry Giscard d'Estaing ont prévu d'examiner ce problème.

Dans l'espace de communication européen, certains médias d'actualité créent effectivement des audiences et des lectorats spécialisés par la recherche de nouveaux marchés. Un changement naît dans les collectivités qui vont être étudiées, dû finalement au développement de l'UE comme nouvelle forme politique. Nous pouvons considérer que ces nouveaux publics des médias occupent avant tout un espace transnational très restreint, desservi par des titres de presse écrite comme *The Economist*, le *Financial Times* ou l'*International Herald Tribune* et, peut-être, par Euronews et Arte dans l'audiovisuel. D'abord, la sphère publique médiatisée dans l'UE demeure, très majoritairement, nationale ; en second lieu, là où elle n'est pas nationale, elle est transnationale et anglophone, mais élitiste en termes de classes

sociales ; en troisième lieu, là où elle est ostensiblement transnationale mais non anglophone, elle est encore transférée principalement à des modes de traitement nationaux. L'influence nationale continue de la pratique journalistique et des cadres de référence explique la difficulté de développer un journalisme pour un lectorat soit à dimension européenne, soit orienté prioritairement vers l'UE mais renfermée dans un État-nation particulier. À ce sujet, la courte durée de vie du journal *The European* (Londres), et celle plus brève encore de *L'Européen* (Paris), sont des exemples instructifs (Neveu, 2002 ; Schlesinger, 1999).

Durant les dix dernières années, la recherche de terrain à Bruxelles suggère que des formes faiblement transnationales d'échange sont intervenues au niveau de l'UE entre les journalistes et leurs sources. Christoph Meyer (2000) a défendu qu'il y avait une tendance croissante pour le journalisme d'investigation transnational émergeant au sein de l'UE, contribuant ainsi à la transparence des institutions. Occasionnellement, mais jusqu'ici de façon non systématique, cela peut avoir des effets politiques, particulièrement dans l'exposition de scandales et de la corruption. Ce phénomène semble être une caractéristique plus transitoire que systématique de la scène politique européenne. Olivier Baisnée (2002) fait également référence au contexte coopératif du reportage à Bruxelles, mais il ne défend pas l'idée qu'un contexte transnational ait pris corps, sauf dans un sens spécifique. Pour lui, les journalistes ont été socialisés pour devenir des « personnes européennes ». En effet, du fait de leur réelle expertise, ils sont devenus « le seul réel public en Europe » (Baisnée, 2002 : 112-115). Les relations et négociations multinationales sont alors une part de l'expérience quotidienne de reportage, même s'il y a souvent une hostilité éditoriale par rapport aux projets européens (de toute évidence, c'est le cas dans différents titres au Royaume-Uni). Ceci dit, le réseau du journalisme européen demeure déchiré par les différentes idées nationales de la profession et les marchés locaux détiennent encore la clé pour rencontrer le succès⁷.

Il y a d'autres ères d'échange qui requièrent un niveau d'engagement linguistique plus direct, une profondeur croissante de connaissance interculturelle et la création de micro-publics actifs. Un premier est celui des réseaux de recherche européens qui sont de plus en plus assujettis à l'impact croissant du financement européen de la recherche. Le processus d'intégration de l'UE réunit des cohortes de divers ressortissants pour traiter de sujets d'intérêt à la fois national et, plus largement, de la Communauté. En moins de deux décades, ce qui était jadis obligatoirement un bilinguisme anglo-français a laissé place à la position hégémonique grandissante de l'anglais comme première langue de l'administration et de la discussion académique, en accord avec la tendance super-centralisante décrite plus haut. *In fine*, ce qui se

⁷ La production journalistique dans l'UE est, de façon écrasante, orientée vers la consommation nationale. Concernant la production de fiction dans les cinq principaux marchés, la recherche la plus récente semble indiquer qu'elle est très majoritairement orientée vers la production et consommation à un niveau national – à moins qu'elle ne provienne des États-Unis. La circulation des films et programmes de télévision à travers les frontières est très lente, voire inexistante (Lange, 2003).

passer dans de telles réunions – les modes de conversation – et ce qui peut se produire sur l'identité des participants est largement inexploré. Les universitaires, et les programmes de « recherche-cadre » qui obéissent au doigt et à l'œil à la Commission européenne, illustrent bien de telles rencontres.

L'attraction de ces programmes réside dans l'accès à des ressources additionnelles, s'ajoutant au prestige, augmentant la portée des contacts et élevant le jeu. Nous ne devons pas supposer de quelconques intentions cosmopolites au départ mais, en même temps, nous ne devrions pas ne pas tenir compte des effets d'une exposition prolongée à la coopération internationale dans un cadre qui se définit lui-même comme étant « européen ». Comme Barend Van der Meulen (2002 : 347) le note, « l'eupéanisation de la recherche universitaire peut avoir au minimum trois significations différentes : le développement des réseaux de recherche européens entre chercheurs de l'université, la participation des chercheurs universitaires au Programme-cadre européen et l'importance croissante de l'UE comme un organisme de financement dans le système de la recherche avec ses pratiques spécifiques d'évaluation et de définition des priorités ».

De toute évidence, comme dans le cas de la Finlande, les États devenus membres de l'UE ont adapté la gestion de leurs réseaux à ce qu'offre celle-ci, avant même leur entrée. Johanna Hakala et al. (2002 : 257) comparent ce processus à une « mobilisation ». Quand, pour les chercheurs finlandais, l'« Européanisation » n'a pas déplacé les modèles existants de coopération scientifique internationale (notamment avec les États-Unis), elle a – de façon évidente – « renforcé, intensifié et formalisé » ceux qui existent avec les partenaires de l'UE (2002 : 375). La frustration liée aux obstacles bureaucratiques a laissé place à une approche plus sélective pour ceux qui possèdent une meilleure expérience de la scène européenne. On peut conclure que « les initiatives de l'UE ont davantage *soutenu les échanges et réseaux* que la performance de la recherche de haut niveau elle-même » (Hakala et al., 2002 : 378 ; souligné par nos soins).

L'anthropologue Catherine Neveu (2000) a exploré les dynamiques internes de la gestion des réseaux en Europe et a esquissé une approche processuelle du « devenir Européen », en se demandant ce qui se passe quand les institutions européennes invitent différentes catégories de gens à participer à des activités transnationales. Elle suggère que l'acculturation peut avoir un « effet de retour », une fois les participants revenus à leur place d'origine. Elle voit cette participation dans les réseaux et les échanges comme étant un passage important dans la formation d'une sphère publique européenne. L'interaction avec les institutions européennes constitue une sorte de « processus de formation » qui peut avoir un impact sur l'identité et la notion de citoyenneté chez les gens. Selon Catherine Neveu (2000), une approche anthropologique considère cela comme un « processus auto-productif » dans lequel des modèles et des représentations d'arrière-plan jouent un rôle et sont modifiées. Est-ce dans ce type de rencontres que nous devrions regarder si nous voulons imaginer l'émergence d'une base « sentimentale » commune pour différents ressortissants se considérant eux-

mêmes comme européens ? Une telle communauté apparaît davantage à travers l'activité que par la vertu d'avoir une identité antérieure. Dans les termes de Raymond Williams, nous devrions nous demander si une « structure émotionnelle » commune pourrait apparaître de cette façon (quoi qu'il en soit, de toute façon, cela n'aurait pas la profondeur et la portée des sentiments nationaux).

Catherine Neveu (2002) a observé les réunions d'un réseau de reconstruction urbaine comprenant trois nations, et supporté par le programme européen Euro-Cities, faisant l'hypothèse qu'une culture commune s'installerait. Cela fut le cas, aidé par l'accentuation des aspects individuels et professionnels de l'identité des participants et par la dédramatisation de leurs affiliations institutionnelles et nationales respectives. Néanmoins, la langue demeura un sujet irréductiblement difficile, et les débats sur les significations de termes clés comme « communauté » se sont empêtrés dans les interprétations antérieures, enracinées dans les cultures politiques nationales. Des limites à la traductibilité de ces modèles sont apparues en raison de divers *a priori* « républicains » et « communautaires ». Parmi les points difficiles, l'invocation de stéréotypes nationaux devint inévitable. Ceci étant, Catherine Neveu souligne le potentiel de telles rencontres à accentuer la réflexivité et à étendre la portée d'une série de représentations disponibles qu'elle considère comme des conditions préliminaires pour la création d'une citoyenneté européenne⁸.

Conclusion

Penser l'UE comme sphère potentielle de publics oblige à regarder au-delà de l'État-nation vers les réseaux qui établissent leurs propres complémentarités communicationnelles. Le développement institutionnel de l'UE a fourni un cadre à la fois incitatif et, dans certains domaines, actif de soutien pour une telle mise en réseau. Pour les objectifs qui sont les nôtres, j'ai laissé de côté tout débat sur la manière dont les réseaux européens intègrent différentes relations de pouvoir, mais cette question devrait être au centre de la recherche empirique. Deuxièmement, l'intégration européenne ne peut être que pour partie comprise à travers la prise de décision politique du haut vers le bas ; le fonctionnement des processus à la base, et leurs interactions avec les institutions, nécessitent aussi d'être étudiés. Troisièmement, les institutions centrales de l'UE ont été bouleversées de façon instructive durant la guerre en Irak en 2003 et seront défiées par les élargissements à venir en 2004 et après. Comme de nouvelles alliances diplomatiques se forment dans l'espace européen et au-delà, il est probable que cela affecte le modèle de mise en réseau existant à moyen et long terme, un processus qui nécessite

⁸ Cette approche a des similitudes avec celle d'O. Baisnée : il y a une zone de points communs parmi les euro-journalistes, mais les besoins et modèles des différents systèmes politiques présentent aussi des limites actuellement insurmontables.

également une étude approfondie. Quatrièmement, la ténacité continue des modèles de pensée, enracinés dans la dimension nationale (tandis qu'ils coexistent avec un espace commun émergent), demeure impressionnante. Ici, la question des différences de langue et les limites inhérentes de traductibilité sont très importantes. Ceci établit donc un lien avec quelque chose d'autre, en l'occurrence la façon dont les sentiments collectifs sont encore liés aux identités nationales et à la fidélité avec les États (souvent avec les identités régionales dans ces régimes). À côté de facteurs culturels, nous trouvons des déterminants politiques à tel point que, dans le temps, les conceptions de l'identité européenne s'articuleront avec d'autres identités et pèseront de manière significative dans la balance des liens d'appartenance. Comme la crise en Irak l'a démontré au printemps 2003, il peut y avoir une Babel en Europe, même si la plupart des acteurs principaux choisissent de se disputer en anglais au sujet de leurs divergences⁹.

Traduction : Luc Massou, CREM, université de Metz

Références

- Anderson B., 1991, *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso.
- Baisnée O., 2002, « Can political journalism exist at the European level ? », pp. 108-128, in : Kuhn R., Neveu É., eds, *Political Journalism*, London, Routledge.
- Baker M., 2003, « U.S. : Rumsfeld's "Old" And "New" Europe Touches on Uneasy Divide », www.rferl.org/nca/features/2003.01/24012003172118.asp, Radio Free Europe Radio Liberty, 24 January.
- Banks S., 2002. *Going Down : Football in Crisis*, Edinburgh, Mainstream Publishing.
- Bauer O., 1907, *The Question of Nationalities and Social Democracy*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1924, trad. de l'allemand par O'Donnell, 2000.
- Billig M., 1995, *Banal Nationalism*, London, Sage Publications.
- Boisot M., 1999, *Knowledge Assets : Securing Competitive Advantage in the Knowledge Economy*, Oxford, Oxford UP.
- Boyle R., Haynes R., à paraître, *Football in the New Media Age*, London, Routledge.
- Castells M., 1996, *The Rise of the Network Society*, Malden, MA, Blackwell Publishers.

⁹ Différentes versions et parties de cet essai ont été présentées lors de conférences ou séminaires durant l'année 2002/2003. Sa version en langue anglaise sera publiée dans Castiglione D., Longman C., eds, *The Public Discourse of Law and Politics in Multilingual societies*, Oxford, Hart Publishing. Mes remerciements à ceux qui ont exprimé leurs commentaires au Goldsmiths College de Londres, à l'Institut de sociologie du droit d'Oñati dans le Pays basque, à l'université d'Ulster à Belfast, à l'Institut d'études politiques de Rennes, à l'université de Stirling et à la London School of Economics. L'université de Stirling m'a accordé un congé sabbatique en 2002 durant lequel j'ai commencé à repenser mes points de vue sur l'espace de communication européen. Merci à Mike Cormack, John Erik Fossum, Simon Frith et François Foret pour leurs remarques utiles.

- 1997, *The Power of Identity*, Malden, MA, Blackwell Publishers.
- 1998, *End of Millennium*, Malden, MA, Blackwell Publishers.
- 2001, *The Internet Galaxy : Reflections on the Internet, Business and Society*, Oxford, Oxford University Press.
- Charlemagne, 2003a, « The Galling Rise of English », *The Economist*, 1 May, p. 42.
- 2003b, « How Football Unites Europe », *The Economist*, 31 May, p. 42.
- Commission of the European Communities, 2002, *Commission Staff Working paper. Promoting Language Learning and Linguistic Diversity-Consultation*, Brussels, SEC (2002) 1234.
- Cormack M., 2000, « Minority Languages, Nationalism and Broadcasting : the British and Irish Examples », *Nations and Nationalism*, 6(3), pp. 383-398.
- Derrida J., 2003, « Pourquoi je cosigne cet appel », *Libération*, 1^{er} juin, p. 44.
- Deutsch K.W., 1966, *Nationalism and Social Communication : An Inquiry into the Foundations of Nationality*, Cambridge MA, The MIT Press.
- Eriksen E. O., Fossum J. E., 2002, « Democracy Through Strong Publics in the European Union ? », *Journal of Common Market Studies*, 40(3), pp. 401-424.
- Fishman J., 2002, *Can Threatened Languages Be Saved ?*, Clevedon, Multilingual Matters Ltd.
- Fuller G. E., 2003, « Old Europe-or old America ? », *International Herald Tribune online*, www.iht.com/cgi-bin/generic.cgi?/template=articleprint.tpl&ArticleID=83670, 12 February
- Garnham N., 2000a, *Emancipation, the Media and Modernity : Arguments about the Media and Social Theory*, Oxford, Oxford University Press.
- 2000b, « La théorie de la société de l'information en tant qu'idéologie : une critique », *Réseaux*, 101, pp. 53-91.
- Gellner E., 1983, *Nations and Nationalism*, Oxford, Basil Blackwell.
- Guardian Unlimited*, 2003, « Leader : Europe old and new : Divisions hamper response to Iraq crisis », *Guardian Unlimited*, www.guardian.co.uk/eu/story/0,7369,886166,00.html, 31 January.
- Habermas J., 1997, *Between Facts and Norms*, Cambridge, Polity Press.
- 2001, *So, Why does Europe Need a Constitution ?*, Florence, Robert Schuman Centre of Advanced Studies, European University Institute.
- 2003, « Europe : plaidoyer pour une politique extérieure commune », *Libération*, 1^{er} juin, pp. 44-46.
- Hakala J., Kutinlahti P., Kaukonen E., 2002, « Becoming International, Becoming European : EU Research Collaboration at Finnish Universities », *Innovation*, 15, pp. 357-379.
- Harnden T., Delves Broughton P., 2003, « French give Rumsfeld Cambronne Treatment », www.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2003/01/24/wrow24.xml, 24 January.
- Held D., 1995, *Democracy and the Global Order : From the Modern State to Cosmopolitan Governance*, Cambridge, Polity Press.

- 2003, « Return to the State of Nature », *openDemocracy*, www.opendemocracy.net/debates/article.jsp?id=2&debateId=95&articleId=1065
- Jönssen C., Tägil S., Törnqvist G., 2000, *Organizing European Space*, London, Sage Publications.
- Krauthammer C., 2003, « Old vs. New Europe isn't new », *townhall.com*, www.townhall.com/columnists/chrleskrauthammer/printck20030221.shtml, 21 February.
- Lange A., 2003, « Amenaza a la diversidad cultural europea : La circulación europea de programas de televisión sigue siendo baja », *Telos*, 55, pp. 17-22.
- Meyer C. O., 2000, « Towards a European Public Sphere ? Transnational Investigative Journalism and the European Commission's Resignation », pp. 107-127, in : Baerns B., Raupp J., eds, *Information and Transnational Communication in Europe : Practice and Research*, Berlin, Vistas.
- Mönninger M., 2003, « Interview : Emmanuel Todd », *Prospect*, June, pp. 24-25.
- Moragas Spà M., Garitaonandía C., López B., 1999, *Television on Your Doorstep : Decentralization Experiences in the European Union*, Luton, University of Luton Press.
- Morgan D., 1999, *The European Parliament, Mass Media and the Search for Power and Influence*, Aldershot, Ashgate Publishing.
- Neveu C., 2000, « Citizens of Europe and European Citizens : Exploring European Citizenship », pp. 119-136, in : Bellier I., Wilson T., eds, *An Anthropology of the European Union : Building, Imagining and Experiencing the New Europe*, Oxford, Berg.
- 2002, « Devenir Européen : entre individualisme et emprise des cadres », *Anthropologie et sociétés*, 26, pp. 127-138.
- Neveu É., 2002, « Europe as an "Un-imaginable Community" ? The Failure of the French News-Magazine L'Européen », *Journal of European Area Studies*, 10, pp. 283-300.
- Roche M., 2001, « Citizenship, Popular Culture and Europe », pp. 74-98, in : Stevenson N., *Culture and Citizenship*, London, Sage Publications.
- Rothenbuhler E., 2000, « Community and Pluralism in Wirth's "Consensus and Mass Communication" », pp. 106-120, in : Katz E., dir., *Canonic Texts in Media Research*, Cambridge, Polity Press.
- Schlesinger Ph., 1999, « Changing Spaces of Political Communication : The Case of the European Union », *Political Communication*, 16, pp. 263-279.
- 2000, « The Nation and Communicative Space », pp. 99-115, in : Tumber H., *Media Power, Professionals and Politics*, London, Routledge.
- Schlesinger Ph., Deirdre K., 2000, « Can the European Union Become a Sphere of Publics ? », pp. 206-229, in : Eriksen E. O., Fossum J. E., eds, *Democracy in the European Union: Integration Through Deliberation ?*, London, Routledge.
- Street J., 2001, *Mass Media, Politics and Democracy*, Houndsmills, Palgrave.
- Swaan A. de, 2001, *Words of the World : The Global Language System*, Cambridge, Polity Press.
- The Economist*, 2003, « Borderless. Dancing to a New Tune : A Survey of the Nordic Region », *The Economist*, 24 June, p. 6.

- Toynbee P., 2003, « A Continent Betrayed », *The Guardian* :
[www.guardian.co.uk/comment/story/0.3604,918763,00.html](http://www.guardian.co.uk/comment/story/0,3604,918763,00.html), 21 March.
- Van der Meulen B., 2002, « Europeanization of Research and the Role of Universities :An Organizational-Cultural Perspective », *Innovation*, 15, pp. 341-355.
- Van de Steeg M., 2003, « Rethinking the Conditions for a Public Sphere in the European Union », *European Journal of Social Theory*, 5, pp. 499-519.